

Les migrations internationales ont été marquées récemment par une forte augmentation qui s'est accompagnée des changements importants en termes de composition, ainsi que de pays d'origine et destination. Dans ce contexte, la collecte des données précises et actualisées, servant à l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits, reste un objectif primordial comme stipulé dans le « Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » adopté récemment sous l'égide de l'ONU. Du point de vue des pays d'origine l'accès à des informations précises sur le nombre et les caractéristiques de leur diaspora est une gageure. Cela n'en reste pas moins une condition préalable à la conception et à la mise en œuvre de politiques visant à valoriser les compétences et les ressources dont disposent leurs ressortissants à l'étranger en faveur du développement économique et social durable.

Pour répondre à ce besoin, l'OCDE, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), a développé ces dernières années une base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC) qui compile des statistiques sur les effectifs de migrants par pays de naissance. Cette **Note** présente la dernière mise à jour de ces données pour 2015/16, laquelle révèle des faits inédits et porte un éclairage nouveau sur certaines tendances structurelles avérées dans les éditions précédentes.

Les nouveaux immigrés

Tendances globales des migrations vers les pays de l'OCDE de 2000/01 à 2015/16

Principaux résultats

- En 2015/16, la population immigrée âgée de 15 ans et plus dans les pays de l'OCDE a atteint 120 millions, contre 78 millions en 2000/01.
- 54% des immigrés dans le monde résident dans la zone OCDE et cette proportion a augmenté au cours des 15 dernières années.
- La proportion d'immigrés dans la population de l'OCDE (parmi les personnes âgées de 15 ans et plus) a atteint 12% en 2015/16 (+3 points de pourcentage par rapport à 2000/01).
- Le Mexique reste le principal pays d'origine des immigrés dans la zone OCDE, avec un peu moins de 12 millions d'émigrés, mais l'Inde et la Chine sont devenus les deuxième et troisième pays d'origine des immigrés dans la zone OCDE avec près de 5 millions de personnes chacune.
- L'immigration en provenance d'Europe de l'Est a également augmenté de manière significative. Le nombre d'immigrés polonais qui résident dans la zone OCDE a augmenté de 79% au cours des 15 dernières années tandis que le nombre d'immigrés roumains a plus que triplé.
- En 2015/16, les États-Unis sont encore de loin le principal pays de destination ; ils accueillent 39% de tous les migrants résidant dans les pays de l'OCDE. L'Allemagne arrive en deuxième position avec 10% du total, tandis que le Royaume-Uni, le Canada et la France accueillent entre 6% et 7% de tous les immigrés résidant dans un pays de l'OCDE.
- Entre 2000/01 et 2015/16, la part des immigrés ayant un niveau d'éducation élevé est passée de 27% à 35% pour ceux nés en dehors de la zone de l'OCDE et de 21% à 30% pour ceux nés dans un pays de l'OCDE.
- En 2015/16, on comptait dans les pays de l'OCDE plus d'immigrés diplômés du supérieur que d'immigrés ayant un faible niveau d'éducation.
- Le taux d'émigration des diplômés du supérieur dépasse partout celui observé parmi les personnes ayant un niveau d'éducation moins élevé. Les îles et les pays enclavés présentent les taux d'émigration des diplômés du supérieur les plus élevés.
- Certains pays d'Amérique centrale, des Caraïbes et d'Afrique ont un taux d'émigration des diplômés du supérieur qui dépasse 40% ; ce taux dépasse 20% pour une trentaine de pays.
- Les taux d'émigration des diplômés du supérieur varient largement selon le sexe. Dans les pays de naissance hors OCDE, le taux d'émigration est proche de 20% pour les femmes diplômées du supérieur et de 16% pour les hommes diplômés du supérieur.

Des données pour appréhender la dynamique des migrations vers les pays de l'OCDE

La Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC) est un outil unique donnant une vision d'ensemble des effectifs et des caractéristiques socio-économiques des populations nées à l'étranger et résidant dans les pays de l'OCDE. Mises à jour tous les cinq ans depuis 2000/01 grâce à l'exploitation de recensements, de registres de population ou d'enquêtes représentatives, les données DIOC permettent d'appréhender la dynamique des migrations par pays d'origine et de destination. Elles permettent également d'apprécier l'évolution de taux d'émigration et la fuite des cerveaux vers les pays de l'OCDE pour tous les pays du monde.

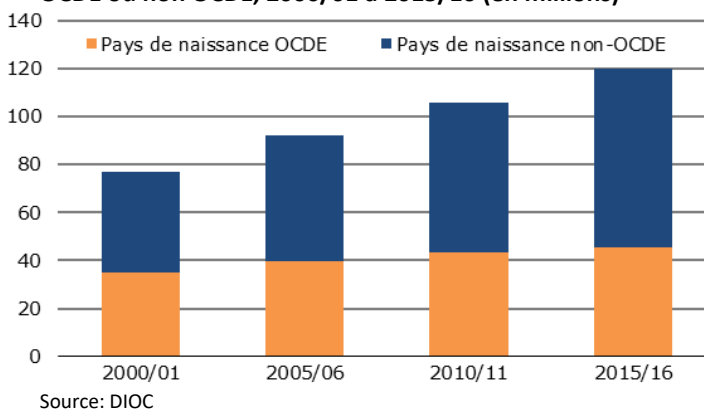
Ces données couvrent non seulement les effectifs d'immigrés par âge, sexe et niveau d'éducation, mais également des variables clés de l'analyse des migrations internationales et de l'intégration comme la nationalité, la durée de séjour, le statut dans l'emploi et la profession.

Une croissance continue du nombre d'immigrés dans les pays de l'OCDE, principalement tirée par l'immigration en provenance de pays non OCDE

En 2015/16, la population immigrée âgée de 15 ans et plus dans les pays de l'OCDE a atteint 120 millions, contre 77 millions en 2000/01, soit une hausse de 55% en 15 ans. Cette croissance a été sensiblement plus forte que celle de l'effectif mondial de migrants de 15 ans et plus, tels qu'estimé par les Nations Unies, qui est passé de 154 millions en 2000 à 223 millions en 2015, soit une augmentation de 45%. Selon ces mêmes estimations, sur la même période, le nombre de migrants de 15 ans et plus dans les pays non-OCDE a augmenté de 39%. La croissance du nombre d'immigrés dans les pays de l'OCDE a également été plus rapide que celle de la population : entre 2000 et 2015, la population de 15 ans et plus des pays de l'OCDE a augmenté de 14%. La part des immigrés dans la population (15+) des pays de l'OCDE a donc augmenté significativement ces 15 dernières années, passant de 9% à 12%.

Au-delà de cette tendance sur l'ensemble de la période, la croissance de la population immigrée dans les pays de l'OCDE a ralenti de façon notable au cours des dernières années : alors que le nombre d'immigrés de 15 ans et plus a augmenté de 20% entre 2000/01 et 2005/06, la croissance a été de 15% entre 2005/06 et 2010/11, puis de 13% entre 2010/11 et 2015/16. Comme le montre le Graphique 1, cette augmentation a été nettement plus forte pour l'immigration en provenance de pays non-OCDE (+78%) que pour l'immigration originaire des pays de l'OCDE (+29%). La tendance globale est donc une croissance de la migration « Sud-Nord » nettement plus rapide que celle des migrations « Nord-Nord » et « Sud-Sud ».

Graphique 1. Effectif d'immigrés âgés de 15 ans et plus résidant dans les pays de l'OCDE, selon le pays de naissance OCDE ou non OCDE, 2000/01 à 2015/16 (en millions)



Une montée en puissance de l'immigration en provenance d'Inde et de Chine et de la mobilité intra-européenne

Depuis le tournant du 21e siècle, les principaux pays d'origine des immigrés résidant dans les pays de l'OCDE ont changé de façon notable (Tableau 1). Même si le Mexique reste encore le pays d'origine de la plus importante communauté d'immigrés de la zone OCDE, avec 11.7 millions de personnes (en réalité, presque totalement concentrés sur une seule destination, les États-Unis), plusieurs pays d'origine ont reculé de façon significative dans le classement entre 2000/01 et 2015/16, notamment le Royaume-Uni et l'Allemagne, passés respectivement de la deuxième à cinquième place, et de la troisième à la septième place. L'Italie, qui était le quatrième pays d'origine en 2000/01 est passé à la 12e place en 2015/16, tandis que la Turquie est passée de la sixième à la 10e place. Dans le même temps, plusieurs pays ont connu une progression spectaculaire, aussi bien dans le classement qu'en termes d'effectifs d'immigrés : c'est en particulier le cas de la Chine, de l'Inde, de la Pologne, de la Roumanie et des Philippines. L'Inde et la Chine étaient, en 2015/16, respectivement deuxième et troisième du classement des principaux pays d'origine des immigrés résidant dans les pays de l'OCDE, avec respectivement 4.8 millions et 4.6 millions d'immigrés, dont plus d'un quart arrivés au cours des cinq dernières années, ce qui témoigne de la forte dynamique récente de cette immigration. L'immigration en provenance d'Europe de l'Est a également progressé de façon importante, dans un contexte d'accroissement des opportunités de mobilité au sein de l'Union européenne, comme en témoigne l'augmentation du nombre d'immigrés originaires de Pologne (+79% entre 2000/01 et 2015/16) et de Roumanie (+213%) et la part importante de migrants récents parmi eux.

Tableau 1 Effectifs d'immigrés âgés de 15 ans et plus nés dans les dix principaux pays d'origine et résidant dans les pays de l'OCDE, 2000/01 à 2015/16 (en millions)

2000/01		2005/06		2010/11		2015/16		Principaux pays d'origine 2015/16	Croissance 2000/01-2015/16 (%)	Part immigrés récents, 2015/16 (%)
Mexique	8.3	Mexique	10.8	Mexique	11.3	Mexique	11.7	Mexique	41	7
Royaume-Uni	3.3	Royaume-Uni	3.4	Royaume-Uni	3.7	Inde	4.8	Inde	145	26
Allemagne	3.2	Allemagne	2.9	Chine	3.6	Chine	4.6	Chine	123	27
Italie	2.4	Pologne	2.9	Inde	3.6	Pologne	3.9	Pologne	80	18
Pologne	2.2	Inde	2.8	Allemagne	3.5	Royaume-Uni	3.7	Royaume-Uni	12	10
Turquie	2.1	Chine	2.7	Pologne	3.3	Philippines	3.5	Philippines	83	16
Chine	2.1	Turquie	2.6	Philippines	3.0	Allemagne	3.5	Allemagne	12	15
Russie	2.0	Philippines	2.5	Roumanie	2.7	Roumanie	3.5	Roumanie	213	20
Inde	2.0	Russie	2.4	Turquie	2.6	Maroc	3.0	Maroc	77	10
Philippines	1.9	Italie	2.3	Maroc	2.6	Turquie	2.5	Turquie	19	8
Total top 10	29.4	Total top 10	35.4	Total top 10	39.9	Total top 10	44.9	Total top 10	53	15
Total	78.1	Total	91.9	Total	105.7	Total	119.6	Total	53	16

Source: DIOC.

Note : Croissance 2000/01-2015/16 calculée pour les dix principaux pays d'origine en 2015/16. Les immigrés récents sont ceux arrivés il y a au plus cinq ans.

Peu de changements dans les destinations privilégiées

Contrairement au renouvellement observé pour les pays d'origine, le classement des principaux pays de destination des immigrés au sein de la zone OCDE est resté pratiquement inchangé entre 2000/01 et 2015/16, les 10 principaux pays accueillant entre 85 et 90% du total des immigrés (Tableau 2). Les États-Unis restent en 2015/16 le principal pays de destination, avec 39% de l'ensemble des immigrés résidant dans les pays de l'OCDE, une part en hausse régulière depuis 2000/01. L'Allemagne conserve la seconde place de ce classement avec 10% de l'effectif total, tandis que le Royaume-Uni, le Canada et la France accueillent tous trois de 6 à 7% des immigrés résidant dans les pays de l'OCDE. Au sein de cette liste des principaux pays de destination, les changements les plus notables sur l'ensemble de la période concernent la forte croissance de la population immigrée en Italie (+174% entre 2000/01 et 2015/16) et en Espagne (+175%), en

partie due à l'accroissement de la mobilité au sein de l'Union européenne.

Sur la période la plus récente, entre 2010/11 et 2015/16, des dynamiques différentes apparaissent entre les principaux pays de destination : alors que le nombre d'immigrés en Australie, en Allemagne et au Canada a progressé de plus de 15%, et de près de 25% en Italie, la progression a été plus limitée au Royaume-Uni, en France et surtout en Espagne.

Ces évolutions ne reflètent que partiellement l'afflux de réfugiés observé au cours des dernières années dans certains pays de l'OCDE, car certaines sources de données employées dans DIOC ne prennent pas toujours en compte instantanément les entrées sur le territoire. Ce décalage temporel est d'ailleurs potentiellement significatif pour les réfugiés, puisque l'obtention de leur statut intervient typiquement plusieurs mois après leur arrivée sur le territoire comme demandeurs d'asile.

Tableau 2. Effectifs d'immigrés âgés de 15 ans et plus dans les dix principaux pays de destination de l'OCDE, 2000/01 à 2015/16 (en millions)

2000/01		2005/06		2010/11		2015/16		Principaux pays de destination 2015/16	Croissance 2000/01-2015/16 (%)	Part immigrés récents, 2015/16 (%)
Etats-Unis	31.4	Etats-Unis	38.6	Etats-Unis	40.9	Etats-Unis	46.2	Etats-Unis	47	14
Allemagne	7.8	Allemagne	10.1	Allemagne	10.4	Allemagne	12.0	Allemagne	53	20
France	5.6	France	6.4	Royaume-Uni	7.4	Royaume-Uni	8.1	Royaume-Uni	80	21
Canada	5.4	Canada	6.1	France	6.8	Canada	7.7	Canada	44	13
Royaume-Uni	4.5	Royaume-Uni	5.9	Canada	6.7	France	7.4	France	32	11
Australie	3.9	Australie	4.1	Espagne	5.1	Australie	5.8	Australie	50	19
Italie	2.0	Espagne	3.8	Australie	5.0	Italie	5.5	Italie	174	8
Espagne	1.9	Italie	2.8	Italie	4.5	Espagne	5.3	Espagne	175	12
Israël	1.8	Israël	1.8	Suisse	1.9	Suisse	2.2	Suisse	54	43
Suisse	1.5	Suisse	1.5	Israël	1.7	Israël	1.7	Israël	-2	5
Total top 10	65.7	Total top 10	81.2	Total top 10	90.3	Total top 10	102.0	Total top 10	55	15
Total	78.1	Total	91.9	Total	105.7	Total	119.6	Total	53	16

Source: DIOC.

Note : Croissance 2000/01-2015/16 calculée pour les dix principaux pays de destination en 2015/16.

Note d'information sur les données migratoires © OCDE/AFD n°4, juin 2019

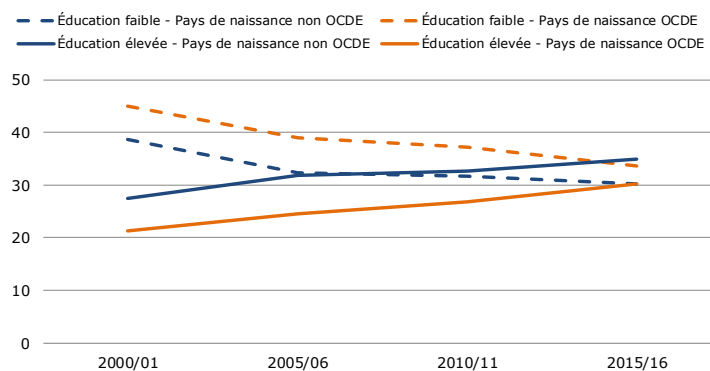
Un accroissement significatif du niveau d'éducation des immigrants

Un résultat marquant de l'analyse portant sur les quatre éditions de la base DIOC est l'accroissement continu de la part de diplômés du supérieur parmi les immigrants résidant dans les pays de l'OCDE et la diminution concomitante de la part de ceux qui ont un faible niveau d'éducation (Graphique 2). Entre 2000/01 et 2015/16, la part d'immigrants ayant un niveau d'éducation élevé est passée de 27% à 35% pour ceux nés hors d'un pays de l'OCDE et de 21% à 30% pour ceux nés dans un pays de l'OCDE. Dans le même temps, la proportion d'immigrants originaires de pays non OCDE ayant un niveau d'éducation faible a chuté de 38% à moins de 30% et parmi les immigrants originaires de pays de l'OCDE elle est passée de 45% à 34%. En 2015/16, parmi les immigrants nés hors de la zone OCDE, on comptait plus de personnes ayant un niveau d'éducation élevé que de personnes ayant un niveau d'éducation faible, alors que c'était le contraire en 2000/01.

La plus forte proportion de personnes ayant un niveau d'éducation élevé parmi les immigrants nés en dehors de la zone OCDE, par rapport à ce qui est observé pour les immigrants nés dans un pays de l'OCDE, s'explique notamment par la proximité géographique plus importante entre un grand nombre de pays de l'OCDE (pays européens, pays d'Amérique du Nord, Australie – Nouvelle-Zélande) et par l'existence de zones de libre circulation (cf. Union européenne), facteurs qui facilitent comparativement la mobilité des personnes ayant un niveau d'éducation plus faible. De plus, de nombreux pays de l'OCDE mettent en œuvre des politiques d'immigration sélectives, qui affectent proportionnellement davantage les immigrants originaires de pays non OCDE.

Au total, entre 2000/01 et 2015/16, le nombre d'immigrants ayant un niveau d'éducation élevé s'est accru de près de 20 millions, soit la moitié de l'accroissement total de l'effectif d'immigrants, alors que l'effectif de ceux ayant un niveau d'éducation faible a augmenté de moins de 5 millions.

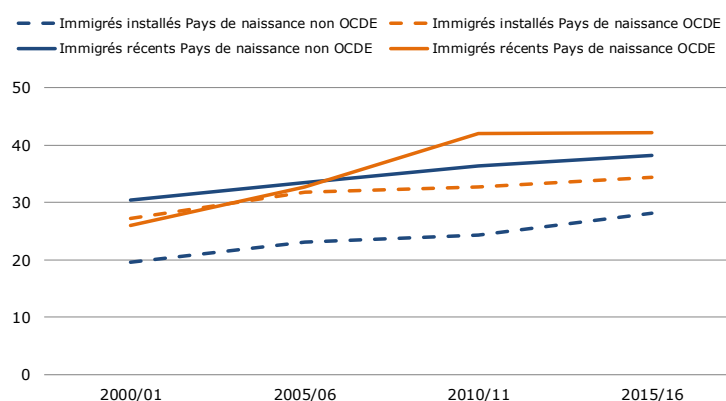
Graphique 2. Proportion d'immigrants selon le niveau d'éducation et le groupe de pays de naissance, 2000/01 à 2015/16 (en %)



Sources: DIOC.

La prise en compte de la durée de séjour met en évidence une dynamique différente de l'immigration hautement qualifiée en provenance des pays de l'OCDE par rapport à l'immigration originaire de pays non OCDE. Alors que la part de ceux ayant un niveau d'éducation supérieur était sensiblement identique en 2000/01 pour les immigrants récents et les immigrants installés nés dans les pays de l'OCDE, le niveau d'éducation des immigrants récents a augmenté plus rapidement au cours des 15 dernières années. Cette différence n'est pas présente pour les immigrants originaires des pays non OCDE, ce qui suggère qu'elle reflète principalement un accroissement des migrations temporaires hautement qualifiées entre les pays de l'OCDE eux-mêmes, avec une proportion significative de retours vers le pays d'origine (Graphique 3). Il est vraisemblable que la mobilité intra-européenne génère une part significative de cette tendance.

Graphique 3. Proportion d'immigrants ayant un niveau d'éducation élevé, selon le groupe de pays de naissance et la durée de séjour, 2000/01 à 2015/16 (en %)



Source: DIOC.

Note: : Les immigrants récents sont ceux arrivés il y a au plus cinq ans ; les immigrants installés sont ceux présents depuis plus de cinq ans.

Les petits pays en développement restent les plus touchés par l'émigration des diplômés du supérieur

Parallèlement à cet accroissement des mobilités temporaires des diplômés du supérieur au sein de la zone OCDE, certains pays peuvent pâtir de l'émigration de long terme, ou définitive, de leurs ressortissants les plus instruits. Les données les plus récentes ne révèlent de ce point de vue pas de surprise : ce sont toujours les petits pays en développement, en particulier les îles et les pays enclavés, qui ont les taux d'émigration des diplômés du supérieur les plus élevés (Graphique 4). Certains pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ou d'Afrique ont ainsi un taux d'émigration des diplômés du supérieur qui dépasse 40% et près de 30 pays ont des taux supérieurs à 20% (en excluant les pays dont la population âgée de 15 ans et plus est inférieure à 500 000 habitants). Pour certains de ces pays, le taux d'émigration total est également très élevé ; pour d'autres, il demeure très faible, reflétant une très forte sélectivité de l'émigration, seuls les plus instruits parvenant à émigrer vers les pays de l'OCDE. Il convient toutefois de noter que les données disponibles, qui concernent les pays de naissance, ne permettent pas de déterminer où les migrants ont effectué leurs études : pour certains pays, une partie non négligeable de l'émigration dite hautement qualifiée est en fait due à la poursuite d'études supérieures à l'étranger.

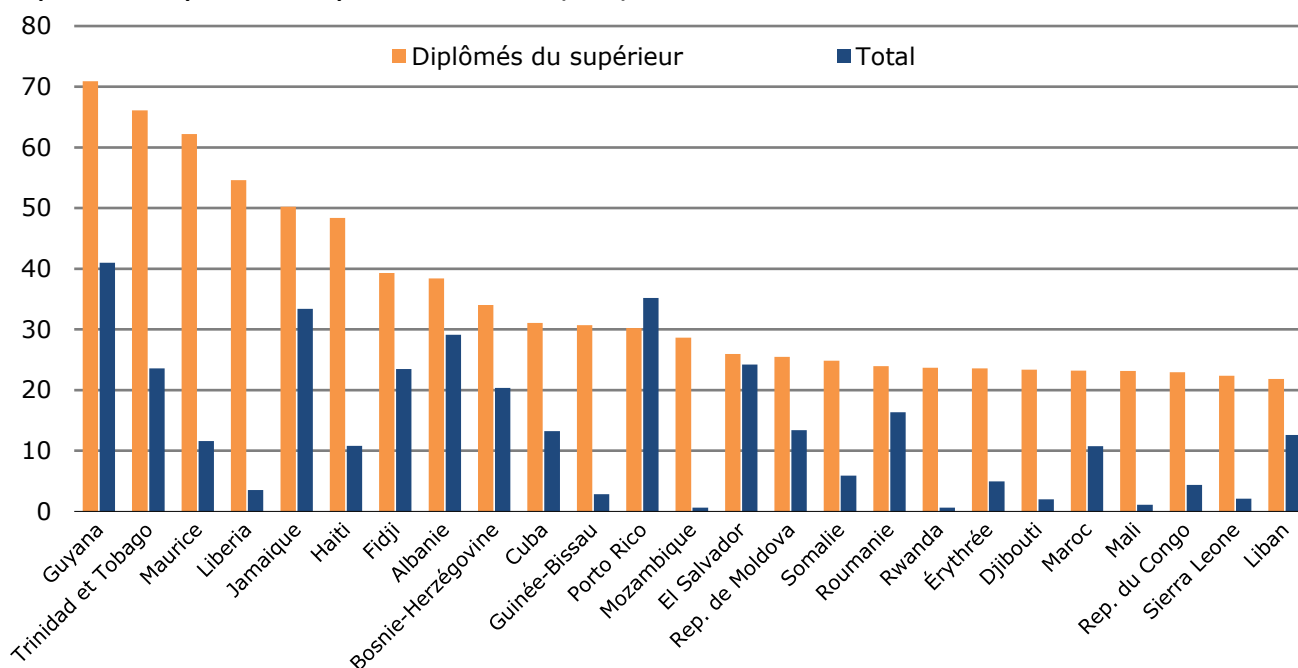
A contrario, les pays très peuplés et où le niveau moyen d'éducation de la population a fortement progressé au cours des dernières années, comme la

Chine ou l'Inde, ont des taux d'émigration des diplômés du supérieur très faibles (moins de 2% pour la Chine ; 3.5% pour l'Inde), même avec des effectifs importants d'émigrés diplômés du supérieur.

Conclusion

Globalement, comme le montre le Graphique 5, à l'exception de quelques pays, les taux d'émigration des diplômés du supérieur sont toujours plus élevés que ceux des personnes ayant de plus faibles niveaux d'éducation. Cette distinction est toutefois nettement plus marquée pour les pays d'origine les plus pauvres, pour lesquels les taux d'émigration des personnes ayant un niveau d'éducation faible sont particulièrement bas (Graphique 6). Ayant peu de capital humain et souvent confrontées à des contraintes de liquidité très fortes, ces personnes ont une faible probabilité d'obtenir un emploi dans les pays de l'OCDE et peu d'opportunités de pouvoir financer une éventuelle migration à longue distance. Le taux d'émigration des personnes ayant un faible niveau d'éducation augmente ensuite pour les pays d'origine à revenu intermédiaire, puis diminue de nouveau pour les pays d'origine les plus riches. Cette même « bosse migratoire » est observée pour les personnes ayant un niveau d'éducation intermédiaire (niveau secondaire supérieur), quoiqu'avec un taux d'émigration globalement plus élevé. En revanche, pour les diplômés du supérieur, on observe une relation monotone décroissante entre le niveau de PIB par habitant du pays d'origine et le taux d'émigration : ce sont les diplômés du supérieur originaires des pays les plus pauvres qui ont la probabilité la plus élevée de résider à l'étranger.

Graphique 4. Taux d'émigration total et taux d'émigration des diplômés du supérieur dans les 25 pays où le taux d'émigration des diplômés du supérieur est le plus élevé, 2015/16 (en %)



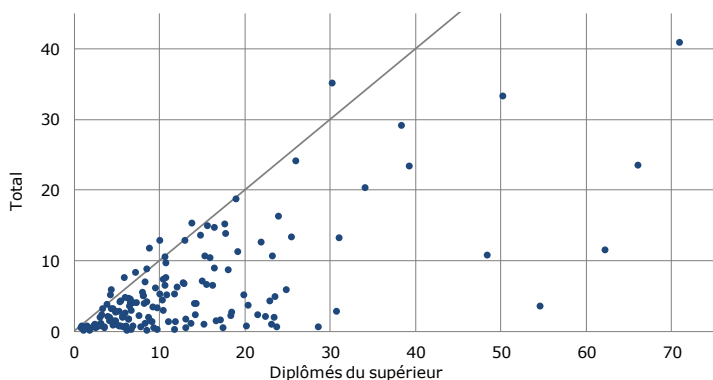
Source: DIOC

Note: Hors pays dont la population 15+ est inférieure à 500 000 habitants. Le taux d'émigration est calculé comme le rapport entre le nombre d'émigrés nés dans le pays vivant dans les pays de l'OCDE et la somme de la population résidente et des émigrés vivant dans les pays de l'OCDE.

Note d'information sur les données migratoires © OCDE/AFD n°4, juin 2019

Il existe toutefois une différence marquée entre les taux d'émigration des diplômés du supérieur selon leur sexe, en particulier pour ceux originaires des pays non OCDE. Comme le montre le Graphique 7, une fois pris en compte le niveau d'éducation, le taux d'émigration des hommes et des femmes nés dans les pays OCDE n'est pas très différent : pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible, le taux d'émigration des hommes est de 5.4% et celui des femmes est de 5.8%; pour les diplômés du supérieur, les hommes et les femmes ont un taux d'émigration quasi-identique de 8.6%. À l'inverse, pour les pays de naissance non OCDE, alors qu'il y a peu de différence entre hommes et femmes pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible ou intermédiaire, la différence est forte parmi les diplômés du supérieur : le taux d'émigration des femmes est de 19.8% alors que celui des hommes est de 16%.

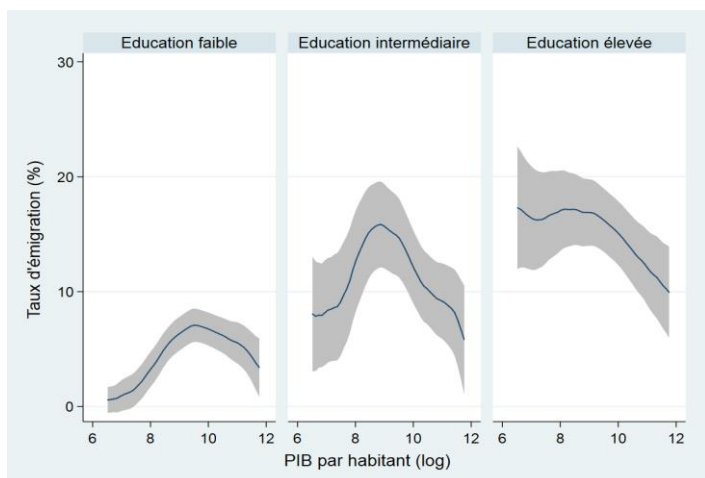
Graphique 5. Taux d'émigration total et des diplômés du supérieur par pays de naissance, 2015/16 (en %)



Source: DIOC.

Note: Le taux d'émigration est calculé comme le rapport entre le nombre d'émigrés nés dans le pays vivant dans les pays de l'OCDE et la somme de la population résidente et des émigrés vivant dans les pays de l'OCDE.

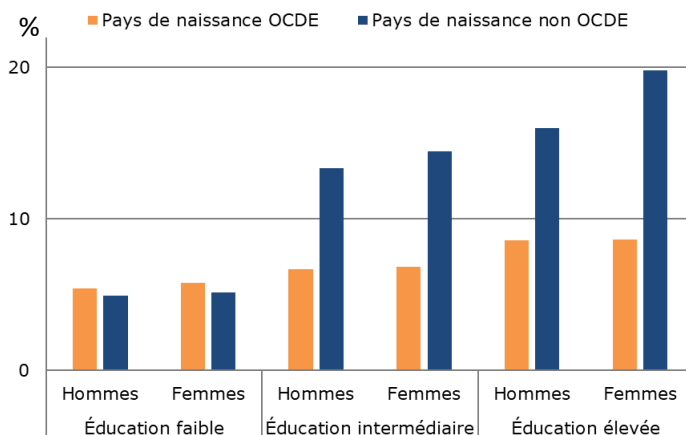
Graphique 6. Taux d'émigration en fonction du PIB par habitant, selon le niveau d'éducation, 2015/16



Source: DIOC ; PIB par habitant en PPA : Banque mondiale.

Note : Régression locale du taux d'émigration sur le logarithme du PIB par habitant ; la zone grisée correspond à l'intervalle de confiance à 95%. Le taux d'émigration est calculé comme le rapport entre le nombre d'émigrés nés dans le pays vivant dans les pays de l'OCDE et la somme de la population résidente et des émigrés vivant dans les pays de l'OCDE.

Graphique 7. Taux d'émigration selon le niveau d'éducation, le groupe de pays de naissance et le sexe, 2015/16



Source: DIOC.

Note: Le taux d'émigration est calculé comme le rapport entre le nombre d'émigrés nés dans le pays vivant dans les pays de l'OCDE et la somme de la population résidente et des émigrés vivant dans les pays de l'OCDE.

References

Arslan, C. et al. (2014), "A New Profile of Migrants in the Aftermath of the Recent Economic Crisis", [OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 160](#)

Dumont J-C., G. Spielvogel, S. Widmaier (2010), « Les migrants internationaux dans les pays développés, émergents et en développement : élargissement du profil » [Questions sociales, emplois et migrations », No.114](#)

OECD (2015) Connecting with Emigrants A Global Profile of Diasporas 2015 <https://doi.org/10.1787/9789264239845-en>

OECD (2018), International Migration Outlook 2018, https://doi.org/10.1787/migr_outlook-2018-en

The Database on Immigrants in OECD and non-OECD countries - DIOC: DIOC, OECD-AFD, <http://www.oecd.org/fr/els/mig/dioc.htm>

UIS (2018), Global education database of the UNESCO Institute for Statistics, <http://uis.unesco.org>

United Nations, Department of Economic and Social Affairs. Population Division (2017). Trends in International Migrant Stock: The 2017 revision (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2017).

Widmaier, S. and J-C. Dumont (2011), "Are recent immigrants different? A new profile of immigrants in the OECD based on DIOC 2005/06", [OECD Social, Employment and Migration Working Papers No. 126](#)

✉ Contacts

Rohen d'Aiglepierre, Human development research officer, Innovation, Research and Knowledge division, AFD

Email: daiglepiererr@afd.fr Tel: +33 1 53 44 39 80

Anda David, Inequality and migration research officer, Innovation, Research and Knowledge division, AFD

Email: davida@afd.fr Tel: +33 1 53 44 48 09

Jean-Christophe Dumont, Head of Division, International Migration Division, OECD

Email: jean-christophe.dumont@oecd.org

Tel: +33 1 45 24 92 43

Gilles Spielvogel, Economist, International Migration Division, OECD

Email: Gilles.spielvogel@oecd.org

Tel: +33 1 85 55 45 05

🔗 Useful links

www.oecd.org/migration

<http://www.oecd.org/fr/els/mig/dioc.htm>

<https://www.afd.fr/fr>

<https://www.afd.fr/fr/page-programme-de-recherche/demographie-et-societe?prevId=3004>